

**Alger, Kaboul, New York**  
**ISLAM, ISLAMISMES POLITIQUES et PROCESSUS SOCIO-  
HISTORIQUES**

*par Sadek Hadjeres*

*(en complément d'un article publié au printemps 1996 sous le titre « Islamisme, démocratie et pratiques sociales en Algérie » dans INETema, bulletin de l' Institut d'études transnationales à Cordoue:, numéro consacré au thème Fondamentalisme & Politique*

*Le texte en est reproduit dans la deuxième partie du texte qui suit),*

C'est un fait bien connu et quasiment banal, qu'on confond souvent l'islam (comme foi religieuse ou civilisation) avec ses interprétations ou expressions telles que l'islamisme politique dans ses variantes extrémistes et terroristes.

Cette tendance a existé chez nous en Algérie au cours de la décennie écoulée, aussi bien dans les milieux à dominante culturelle arabophone que francophone ou berbérophone, avec des contenus et des connotations différentes, voire opposées entre ces différents milieux ou en leur sein. La confusion a contribué à rendre encore plus opaques les réels clivages socio-politiques et les vrais enjeux économiques et de pouvoir. Elle a ainsi perturbé les mobilisations et les convergences capables de sortir notre peuple de l'impasse tragique.

Après les événements mondiaux depuis Septembre dernier, la même tendance a connu dans le monde occidental une forte recrudescence. L'impact émotionnel des attentats de New-York, l'énormité des enjeux stratégiques, économiques et politiques expliquent les proportions prises par ce genre d'amalgame dans les opinions du « Nord développé », déjà submergées par des siècles de solides représentations européen et occidentalocentristes.

L'amalgame a connu aussi une recrudescence symétrique dans les opinions du « Sud sous-développé ». L'oppression, l'exploitation et les frustrations vécues par ces peuples expliquent ici aussi en grande partie la facilité avec laquelle les frontières sont floues et mobiles dans de larges secteurs, entre la solidarité envers un peuple afghan pris en otage et une sorte de compréhension, voire de complaisance envers l'idéologie du régime talibano-pakistanaï qui a mis ce peuple à genoux en pervertissant ses luttes pour la liberté.

Pratiquée sciemment par les milieux hostiles aux peuples musulmans pour des raisons d'intérêt ou par préjugés, cette confusion est néanmoins si grossière et surtout si dangereuse, que même

ceux qui s'arrogent une vocation de « gendarmes » du monde ont pris leurs distances en paroles. Initialement tentés comme Bush d'appeler leurs peuples à entrer en guerre de « croisade », ils ont tenu pour des raisons tactiques à se démarquer de cet amalgame, tandis qu'un Berlusconi s'en excusait du bout des lèvres.

En théorie et dans une approche sereine, les choses devraient avoir la clarté des évidences.

Dans leur foi, le milliard de musulmans du monde partagent des repères communs incontestés et intériorisés. Il y a un seul Coran, une seule profession de foi musulmane (chahada), les cinq prières quotidiennes sont tournées vers le même lieu sacré et de pèlerinage, la Kaaba de la Mecque, les prêches des imams et les traditions populaires se rejoignent dans les mêmes recommandations de justice, de charité et d'élévation morale.

Il existe même un sentiment puissant de solidarité qui embrasse l'ensemble du monde islamique.

Dans le même temps, il existe dans et pour la vie sociale, de multiples interprétations, formalisées ou non, d'innombrables pratiques et façons de vivre, inspirées explicitement ou implicitement, à tort ou à raison, de dogmes élaborés par des théologiens musulmans d'obédiences différentes qui font parfois l'objet de divergences et de conflits d'intensité variable entre les musulmans eux-mêmes, chacun invoquant, à l'appui de sa cause, la Vérité révélée.

Il est vrai que même le vocabulaire favorise les glissements de sens au profit de ceux qui ont intérêt à cette confusion. En français par exemple, la terminaison « *isme* » est utilisée pour désigner différentes autres religions (christianisme, judaïsme, bouddhisme, etc.). D'où la tendance facile à utiliser le même suffixe « isme » pour désigner la religion islamique parallèlement à son nom arabe « islam », alors que pour l'islam, le langage courant a donné à ce suffixe la connotation d'une interprétation et d'une fonction politique précise, à la manière des mots comme nationalisme, socialisme, fascisme etc.

En arabe, la confusion entre sens religieux et pratique politique a été aggravée par l'abandon progressif (qui n'est pas innocent) du mot « **islamAOUI** », le plus approprié pour désigner de façon précise ce qui est islamiSTE, au profit du mot « **islami** » dont le sens originel (islamiQUE, tout ce qui se rattache à l'islam) a été dévié et accaparé pour s'appliquer à des courants politiques « islamistes » qui cherchent à monopoliser l'appartenance islamique.

Ce qui pourrait n'être qu'une subtilité sémantique est devenu, de par la pratique politique, y compris celle des acteurs et publicistes démocrates, un détournement de sens porteur d'une confusion politique aux effets massifs. En bénéficient ceux qui tentent de couvrir de légitimité religieuse (« retour aux sources ») les projets et intérêts politiques d'un fondamentalisme aux visées tout à fait séculières.

Il est vrai aussi que cette confusion est favorisée par une partie des courants démocratiques. Soucieux de distinguer politique et religion pour laisser à chacune d'elles leur place légitime, ils ne se rendent pas compte qu'ils tombent eux-mêmes dans cette confusion en utilisant des appellations qui confortent les légitimations religieuses des acteurs politiques dont ils dénoncent les visées et les méthodes hégémonistes. Aux yeux de certains de ces démocrates, l'appellation que se donnent les activistes islamistes confirme les nuisances qu'ils sont tentés d'attribuer à l'islam de façon globale. Négligeant les imbrications et interactions tout à fait gérables des facteurs religieux et politique dans la vie sociale (des imbrications que ne peut abolir l'interdiction administrative justifiée de monopoliser les sigles religieux) certains en viennent à jeter la suspicion sur tout ce qui est reflet religieux dans la vie politique. Ils adoptent pour argumenter une réglementation et une distinction indispensable entre les deux (que dans les conditions de notre pays, il ne faut pas confondre avec une « séparation » illusoire ) des critères d'appréciation qui conviennent mieux à des pays d'Europe comme la France, où le facteur et le poids religieux ont été historiquement et qualitativement différents. J'ai constaté avec surprise dans un article (par ailleurs valable et émouvant en ce qu'il prônait l'esprit de tolérance entre Algériens), publié sous signature algérienne (Zazi Saadou) par un mensuel français (Regards, sous l'égide du PCF) à l'occasion de l'assassinat de Mgr Claverie, que les « laïcs » étaient assimilés à un courant religieux , mis sur le même plan que ... les musulmans, les chrétiens et les juifs. Comme si une grande partie de ces croyants ne pouvaient assumer dans la vie sociale des orientations laïques (qui sont une catégorie de régulation politique et non religieuse) tout en vivant intensément leur foi religieuse.

Il est probable que dans l'esprit de l'auteur, laïc était confondu avec agnostique ou athée, auquel cas l'argumentation redevient plausible. Mais le lapsus ou l'erreur sémantique est révélatrice. Ce qui explique qu'une erreur aussi grossière n'ait pas été corrigée par la rédaction du mensuel, tant cette confusion est enracinée dans certains secteurs de l'opinion française. Confusion sérieuse, puisqu'elle réduit l'idée politique de laïcité, de liberté de conscience et d'égalité devant la loi, normalement apanage souhaitable de tous les citoyens quelle que soit la nature ou l'intensité de leur foi, aux convictions philosophiques ou métaphysiques d'une seule catégorie de nationaux. Véritable aubaine en tout cas pour les courants autoritaires et antidémocratiques qui n'ont cessé d'opposer l'islam à la régulation démocratique de la vie politique. Ceux-la même qui pour monopoliser ou dominer la scène publique, invoquent faussement les critères religieux et chauffent systématiquement l'opinion en traitant les courants démocratiques d'étrangers à l'islam, de laïco-assimilationnistes et autres gentilles de ce genre.

J'ai parlé d'une « aubaine » pour les confusionnistes qui réduisent et rabaissent l'islam au rôle de simple instrument politique. Le terme m'a fait penser à certains des adversaires de pareilles instrumentalizations. Ils ont cru pouvoir utiliser le même terme en leur faveur - précipitamment

selon moi - quand après les attentats du 11 Septembre, ils ont laissé entendre que le revirement des stratégies US vis à vis d'un terrorisme qu'ils avaient amplement nourri et exploité, allait puissamment contribuer à clarifier cette question de la couverture religieuse que se sont donnée nombre d'organisations politiques à travers le monde. Je n'aborde pas ici les considérations géopolitiques et stratégiques que j'expose dans d'autres publications et qui font douter de ce bel optimisme. Ne serait-ce que, comme cela a commencé malheureusement à se confirmer, si l'opinion mondiale ne parvient pas à infléchir les choses, l'intervention des pyromanes devenus pompiers quand le feu a menacé leurs demeures, alimentera par ses orientations et son contenu les courants confusionnistes qui font le terreau du terrorisme. La crainte est aujourd'hui que la planète toute entière s'enfoncé progressivement, pour les mêmes raisons, dans les engrenages qui ont mené l'Algérie au point où elle en est après dix ans.

Dans le meilleur des cas, si le traitement sécuritaire tel qu'il est conçu, parvenait à résorber les expressions les plus graves du terrorisme actuel, il laissera intact, avec leurs causes profondes, les affrontements spécifiques dans les imaginaires et le domaine idéologique. dont l'approche équivoque a été un des facteurs subjectifs puissants qui ont aiguillé vers la voie du terrorisme nombre de croyants (et de non croyants) dont la protestation politique et sociale a été ainsi dévoyée. Quant aux clarifications souhaitables et possibles, il ne faut compter sur aucun des pyromanes qui ont allumé les incendies des deux côtés. Les idéologues et leaders de ces deux camps qui prétendent embrigader le reste de l'Humanité derrière leurs visées de puissance, professent la même idéologie, la même philosophie de la violence et de l'hégémonie. Ils sont, chacun dans un environnement différent et avec des intérêts devenus contradictoires, les deux faces de la même monnaie. Ils se réclament de deux religions et civilisations différentes mais ils adorent la même idole, le Dollar Tout Puissant (ou considéré comme tel), dont aucun des centaines de millions d'être humains qu'ils appellent à mourir « pour la cause » ne verra la couleur et les bienfaits dans des sociétés et des régimes du type de ceux sur lesquels ils se sont appuyés l'un et l'autre jusqu'ici à travers le monde. Oui, il existe de réelles orientations pour éviter à la planète entière la catastrophe. Ne comptons ni sur les armes ni sur les idéologies des deux intégrismes pour promouvoir ces orientations.

Ce qui est en cause, ce n'est pas les religions dans leur essence, question de foi et de croyance inaccessible de toute façon et par essence à toute approche rationnelle, mais la façon dont leurs valeurs sont interprétées et mises en œuvre dans la vie réelle. C'est cet aspect que je veux aborder à travers quelques épisodes des dernières décennies, sans approfondir à cette occasion la dimension géopolitique actuelle qui est essentielle.

*SH. Octobre 2001.*

*(ce qui suit avait été publié dans Inetema, Cordoue 1996)*

S'agissant de la relation entre "fondamentalisme" religieux et politique, bien des Algériens, démocrates et de progrès, ont sous-estimé dans le passé l'éclairage théorique (et j'en suis). Nous aurions été mieux préparés à la montée du fondamentalisme islamique dans ses nouvelles expressions politiques de la fin des années 80, si malgré les obstacles de l'activisme dans l'opposition clandestine, nous avions été plus attentifs aux études et aux travaux de chercheurs dans le monde qui observaient et analysaient de plus en plus ce phénomène dès le début de cette même décennie.

Aujourd'hui, la tragique réalité rend moins excusable les idées et les comportements simplistes. Elle ne permet pas de traiter à la légère les remarques et les interrogations des historiens, sociologues, anthropologues, tous ceux qui d'une façon générale sont préoccupés par les capacités ou non des sociétés à promouvoir des voies offensives d'une tolérance active et créatrice.

Cela ne veut pas dire que toutes les théorisations sont bonnes. En particulier lorsque les acteurs ou même les chercheurs sont entraînés à des généralisations abusives, par subjectivisme ou pour toutes sortes d'autres raisons. Un Samuel Huntington par exemple, a prétendu traiter de l'islam en chercheur. Il n'a fait, sous étiquette universitaire, que remplir la mission d'idéologue et de croisé, en faveur d'une cause qu'il a du reste exposée crûment dans toutes ses motivations temporelles et ses implications hégémonistes. Bien avant lui, son prédécesseur français Alexis de Tocqueville, l'auteur de « La démocratie en Amérique », théoricien reconnu du libéralisme capitaliste, n'avait cessé avec les mêmes arguments mais avec plus de talent, d'appeler les gouvernants français dès les deux premières décennies de la conquête coloniale de l'Algérie, à redoubler de cruauté envers le peuple algérien dont l'extermination était aussi normale et légitime à ses yeux que celle des Indiens d'Amérique. Tout comme Huntington, il exposait crûment les objectifs géopolitiques et géostratégiques de sa démarche (*si ces territoires (algériens) ne sont pas entre nos mains, ils tomberont entre les mains ou sous l'influence de nos ennemis qui les utiliseront contre nous*). Mais comme son futur homologue américain, il ne pouvait s'empêcher de justifier ses appels aux pires violences par le fait, disait-il, que <sup>(1)</sup> « ...la

---

<sup>1</sup> les citations sont tirées des textes réunis et commentés dans l'ouvrage de Tsvetan Todorov: *De la colonie en Algérie*, éd Complexes, Bruxelles, 1989. Elles figurent dans l'article de **Claval Paul**, revue Hérodote 74-75: *Imagination stratégique et systèmes politiques: l'apport des approches historiques*. Cité également par moi dans l'article « *Civilisations et géopolitique : représentations croisées Algérie-Occident*, in Hérodote n° 94, du 3<sup>ème</sup> trimestre 1999

*seule idée commune qui puisse servir de lien entre toutes les tribus qui nous entourent, c'est la religion;...Voilà donc ce qui fait le danger de l'entreprise d'Abdelkader..* ». A partir de ce postulat, Tocqueville énumère et décrit en détail les moyens à utiliser pour lamener l'influence du chef nationaliste. Peut-être de nos jours cela aurait-il valu à ce « civilisé », mauvais échantillon d'une civilisation judéo-chrétienne » dont il se réclamait, une inculpation pour appel à crimes contre l'Humanité. Retenons seulement ici l'horizon borné d'un colonialiste envers une autre religion du Livre, s'agissant en particulier d'un personnage historique comme l'Emir Abdelkader, dont on connaît en paroles et en actes l'ouverture sur l'universel et la profondeur humaniste de l'islam qu'il professait.

Bien entendu, on trouvera facilement du côté de religieux non chrétiens (qu'ils soient adeptes de l'islam, de la chrétienté orthodoxe ou du judaïsme), des points de vue d'une intolérance ou d'une haine similaire, tombant à point pour appuyer des intérêts économiques et politiques parfois légitimes et souvent pour le moins contestables.

Dans tous ces cas, on constate une approche essentialiste du fait religieux, consistant à considérer le dogme et les références à des religions données, ou à des philosophies se réclament de valeurs humanistes, comme un bloc indifférencié et immuable quelles que soient les circonstances historiques et surtout, à faire endosser à ces idéaux sacrés ou profanes les intérêts et les actes des humains qui s'en réclament de bonne ou mauvaise foi.

Ainsi, dans notre pays au cours de la décennie écoulée, des "ultra-radicaux" qui s'en remettent au seul jugement des armes pour prouver le bien-fondé de leur cause ont adopté en ce qui concerne l'islam des démarches qui se veulent opposées mais sont en réalité symétriques et philosophiquement de même nature. Les uns prétendent assimiler la démocratie au "kufir", à la mécréance ou à l'apostasie, c'est pour eux le cheval de Troie de l'Occident sous couvert de modernisme. Pour d'autres, toute construction ou projet politique qui se réfère à tort ou à raison à l'islam est apprécié systématiquement comme générateur d'obscurantisme et d'intolérance.

Dans tous ces cas, la référence à la théorie perd sa fonction d'éclairer des réalités déjà durement contrastées par les intolérances réciproques. Elle accentue le trait et s'évertue à rendre cette réalité encore plus manichéenne. Coulés quant au fond dans le même moule essentialiste, les chantres de l'éradication de tout ce qui n'est pas "**leur**", refusent de prendre en compte les expressions concrètes et diversifiées de chaque idéal dans des contextes historiques différents. Ils en viennent à les figer comme des entités irrémédiablement hostiles. Ils récusent toute idée de convergence entre les idéaux de l'islam et ceux de la démocratie, comme si un musulman n'avait aucune chance d'être démocrate ou inversement. Ils diabolisent l'idée de **passerelles possibles entre un certain nombre de valeurs** dont ces catégories sont porteuses, ils considèrent qu'il s'agit d'une idée contre-nature.

Or si on veut distinguer ce qui correspond le mieux à la nature des choses, ce qui colle aux tendances réelles, ce qui restitue le mouvement le plus proche de la vie, il ne faut pas s'en tenir aux a priori idéologiques mais confronter les approches théoriques à la pratique, le soumettre aux vérifications de la vie.

Qu'en est-il donc dans la vie de l'antinomie qui existerait entre islam et démocratie, selon les représentations opposées des "intégrismes" islamiste et ultra-démocrates?

N'est-ce pas forcer la note que parler d'intégristes sous la bannière démocratique? Pourtant, de la même façon que des islamistes voient dans "la démocratie" le grand malheur qui menace les sociétés et les peuples musulmans, on pourrait aligner des actes et des déclarations nombreuses de gens qui se considèrent démocrates sincères et attribuent à "l'islam" et à la religion en général bien des régressions (les lapsus eux-mêmes, amalgamant fréquemment les qualificatifs d'islamique et islamiste, sont révélateurs). Cela va jusqu'à des enquêtes et sondages qu'on a lu dans des organes de presse « sérieux » qui traquent fiévreusement ce qu'ils estiment être une relation directe entre le taux de pratique religieuse (nombre et fréquentation des mosquées, etc.) et la montée de la revendication politique islamiste.

### ***Dans la vie***

En fait, on gagne à être attentif aux facettes contradictoires que recèle tout phénomène. La foi musulmane comme le sentiment national, l'attrait de la modernité, le républicanisme, la soif de justice sociale, peuvent s'exprimer de façon contradictoire, voire antagonique et ces expressions ne sont compréhensibles qu'en fonction de nombreux paramètres. A ne voir qu'un aspect du phénomène isolé de son contexte, on perd le sens des évolutions réelles. En voici un exemple qui m'a laissé un souvenir tenace depuis le début des années 40 en Algérie (au printemps 1943 plus exactement) alors que le front ouest de la guerre antifasciste (après la bataille de Stalingrad à l'Est) passait en Tunisie, après le débarquement anglo-américain.

La revendication nationale concrète était en train de renouer avec ses premiers frémissements d'avant-guerre dans tout le Maghreb. J'avais quinze ans et avec d'autres jeunes de Larbâa, gros bourg de la Mitidja où j'habitais (devenu aujourd'hui un brasier de la contestation islamiste), nous lisions avec un plaisir aiguisé par le racisme ambiant des gros colons qui avaient collaboré à fond avec le pétainisme, le texte d'une conférence que venait de présenter à Alger Roger Garaudy. La brochure concernait l'apport historique de la civilisation musulmane au monde médiéval et à la future Renaissance de l'Europe. Je précise qu'il n'y avait à ce moment là encore aucune organisation patriotique implantée au village)

Il faut croire que cette conférence n'avait pas convaincu G..., horloger de son état, l'un des sympathiques responsables européens de la section communiste de la localité. Quand nous l'avons interrogé sur les attaques outrancières contenues dans le discours du leader communiste de l'époque, Amar Ouzegane, envers la revendication nationaliste suspectée de faire le jeu du nazisme, il nous exprima en toute bonne foi et naïveté sa conviction intime. Vous les musulmans, dit-il, vous ne pourrez pas instaurer une Algérie indépendante, parce que vos femmes continuent à porter le voile. Il attribuait cette pratique à la religiosité, ne se doutant pas du voile d'ignorance qui l'empêchait d'évaluer à sa juste mesure le bouillonnement d'aspirations qui s'emparait du pays profond.

Quelques semaines plus tard, la population du village, sous l'impulsion de deux personnalités respectées, Mustapha Sahraoui et le père Boumendjel, s'était cotisée et mobilisée pour l'ouverture prochaine d'une médersa libre d'enseignement de l'arabe, ouverte aux garçons et aux filles, ainsi que d'un cercle islamique réformiste (Nadi-l-Islah). Notre émancipateur des femmes, dans la foulée de ce qu'il croyait être l'esprit des "Lumières" et du "grand Octobre", mû en fait par un esprit de concurrence partisane, crut judicieux d'appeler au boycott de ces associations. Elles représentaient pourtant pour les couches profondes de notre jeunesse qui étouffait dans le village un besoin d'action culturelle et un vrai souffle de modernité par rapport à l'obscurantisme dans lequel la colonisation avait jeté l'immense majorité de nos populations. Suite à ce boycott, véritable coup d'épée dans l'eau, la section communiste se retrouva du jour au lendemain pratiquement vide, désertée des dizaines de ceux que la lutte sociale et anticoloniale y avait jusque là rassemblés. Ainsi fut administrée aux adeptes d'un "matérialisme historique" qu'ils amputaient de façon simpliste de sa sève substantielle, la démonstration que l'homme ne vit pas que de pain.

Pourtant, au cours de la décennie précédente, l'expérience avait montré a contrario la fécondité d'une démarche de progrès quand elle n'était pas prisonnière de préjugés ou d'objectifs partisans tactiques conjoncturels. Une démarche qui dans ses moments fastes, avait su ne pas opposer artificiellement les élans positifs de mobilisation identitaires et l'expression des aspirations sociales. Ces deux facteurs se conjuguèrent dans l'esprit et les comportements des Algériens en cours de prise de conscience nationale. ( Rappelons à ce propos qu'en 1913, le député socialiste français Abel Ferry avait prévenu de façon lucide ses compatriotes, quant à la force explosive de la jonction entre religiosité et frustrations sociales). Ainsi l'unité d'action autour de revendications réformistes entre communistes et mouvement des Oulamas, à l'occasion du Congrès Musulman de 1936, se traduisit entre autres par des actions communes pour assainir le port d'Alger de la mafia des acconiers et des marchands de drogue.

Cette action dans le milieu des dockers, qui à l'époque du Front populaire arrachèrent aussi des droits garantissant mieux la sécurité de leur emploi, a eu des prolongements durables dans le mouvement national. Cette corporation était composée en majorité de ruraux fraîchement urbanisés et pour nombre d'entre eux ayant gardé encore un pied à la campagne. Ils joignaient à leur fond de religiosité, composante de base de leur patriotisme, un réalisme social et une conscience de classe si dense, qu'ils furent à plusieurs reprises avant l'indépendance solidaires d'actions engagées par des corporations de travailleurs dont plusieurs étaient majoritairement européennes. Ils se distinguèrent pendant des années par leur boycott des bateaux français se rendant au Viet-Nam pendant la première guerre d'Indochine, et plusieurs actions massives de solidarité avec les luttes patriotiques égyptiennes, tunisiennes et marocaines, malgré les pertes de salaires occasionnées par ces luttes et malgré les arguments chauvins et les slogans étroits dont les harcelaient à longueur de journée certains cadres nationalistes.

Il ne faut pas s'étonner si au cours de ces dernières années de crise, la surenchère et l'aventurisme islamiste ont trouvé moins d'échos auprès de cette corporation comme l'ont montré à la fois le succès de leurs actions revendicatives ou politiques et l'échec parmi eux des appels à la grève générale à visées politiques qu'avaient lancé les dirigeants du FIS en Mai-Juin 91. Ce potentiel de conscience sociale et démocratique se retrouve de façon relativement constante dans le monde du travail. Ainsi c'est en vain que, en 1991, Abbassi Madani, leader du FIS, appuyé par des centaines d'hommes de main de la région, a tenté d'arracher aux sidérurgistes d'El-Hadjar (Annaba) une visite à leur complexe d'où il comptait appeler à sa grève nationale.

Ce potentiel démocratique, s'articulant avec la foi islamique naturellement et massivement vécue par les travailleurs, a malheureusement été mis à mal par les pratiques autoritaires et antidémocratiques. Ce genre de dérive n'a pas été seulement le fait de l'instrumentalisation politique de la religion dans un sens obscurantiste par les formations se revendiquant du fondamentalisme. Des courants à vocation réellement démocratique ou qui s'en réclament y ont contribué aussi à leur manière: aussi bien des appareils de la centrale syndicale UGTA (création par le haut du FLN en 1956 puis restée créature du parti unique FLN après 1962), que des groupes issus de l'ex-mouvance communiste, qui depuis 1991 ont misé essentiellement sur l'action sécuritaire de l'armée, certains d'entre eux considérant même l'activité sociale ou dans d'autres domaines comme une diversion à cet axe. Position qui non seulement laissa le champ libre dans le domaine social à l'intense activité associative islamiste tournée vers des fins hégémonistes, mais contribua aussi auprès d'une partie de la population à conforter les accusations d'hostilité à l'islam que les courants intolérants et les anticommunistes ont toujours attisées.

Il est certain que dans le domaine théorique comme dans celui de la vie courante, des visions réductrices de la religion et du phénomène islamiste de la part de nombreux républicains et démocrates, ont prêté le flanc à ces attaques. Elles ont contribué à amoindrir ou parfois détruire l'image, que la mouvance communiste dans son ensemble s'était efforcée d'édifier durant les décennies précédentes et qui restait encore à approfondir: une image non seulement tolérante mais activement ouverte et intégrée à la sensibilité culturelle islamique de notre peuple dans sa composante de progrès.

### ***Les cheminements profonds***

Il serait possible de citer ainsi des dizaines d'exemples et de contre-exemples à travers lesquels il devient tout à fait clair que les acteurs sociaux interprètent leur religion et donnent un contenu concret à leur foi à travers leur vécu et leur expérience, avec toutes les avancées, les reculs ou les dévoiements que cela peut entraîner pour la formation d'une conscience démocratique moderne. C'est ainsi qu'à travers les pays musulmans a fermenté la violence lorsque durant les années 80 les modes de pensée et les représentations qui jalonnaient les espoirs du monde ont basculé. La fin du monde bipolaire paraissait accentuer encore les pratiques du "deux poids et deux mesures". Le cri de révolte de l'intifadha palestinienne, vécue en direct à la télévision comme le fut ensuite la guerre du Golfe, donnait des idées aux enfants de nos quartiers pauvres humiliés à longueur de journée par les policiers, qui devenaient à leurs yeux leurs propres "Juifs" à lapider. L'URSS de Brejnev était tombée inconsidérément dans le guêpier afghan, malgré les avis alarmés de chercheurs soviétiques qui connaissaient mieux l'islam et la société afghane que les officiers afghans pseudo ou néo-marxistes de Kaboul qui se déchiraient et s'entretuaient pour le pouvoir tout en créant par leurs surenchères un gâchis irréparable avec l'expropriation brutale et aberrante, économiquement, socialement et politiquement injustifiée, de milliers de petits mollahs qui représentaient des millions-clefs des structures populaires traditionnelles afghanes. Ils avaient auparavant à plusieurs reprises et sans résultat, appelé l'URSS à intervenir et à rompre avec la remarquable orientation de la diplomatie soviétique durant des décennies, consistant en une fructueuse coopération avec l'Afghanistan considéré comme un Etat tampon, afin de mieux le préserver des incessantes pressions de l'impérialisme, notamment britannique et de mieux garantir la sécurité des Républiques soviétiques d'Asie centrale. Lorsque cette erreur catastrophique apparut aux dirigeants afghans et soviétiques, il était trop tard, même avec des orientations aussi éclairées que celle du pouvoir de Nadjiboullah. De grande amie des peuples arabes et musulmans, l'URSS apparut désormais à de nombreux jeunes comme hostile aux musulmans et les "Afghans" comme le bras de la justice divine, au point qu'ils baptisèrent "Kaboul" une mosquée de Belcourt (quartier d'Alger). Dans le même temps, le parti FLN

discréditait chez nous ce régime qui se réclamait faussement à la fois du socialisme (réprimant les communistes!) et de l'islam alors que le régime vidait l'un et l'autre, aussi bien l'islam que le socialisme, de ce qu'ils pouvaient recéler de potentialités démocratiques dans leurs valeurs, leurs composantes humaines et les facteurs d'évolution.

Il n'est pas nécessaire dans ces conditions de recourir à l'exégèse approfondie des versets coraniques pour comprendre sur quel terreau a poussé chez nous ou ailleurs la violence sous la bannière islamiste. Les références idéologiques ne sont opérantes sur l'imaginaire des gens qu'en concordance avec les aspirations des destinataires du message et la perception qu'ils ont de leur vécu. Le Coran et la Sunna ont pour les croyants des réponses adaptées à toutes les situations et orientées en fonction du poids respectif des interprétations que leur donnent les individus et les sociétés. Ces références étaient en correspondance avec la politique sociale du pouvoir pourtant dictatorial de Boumediène, qui était synonyme pour les Algériens de fierté, dignité et emplois (y compris féminins) lorsqu'il proclamait à une tribune islamique mondiale que les musulmans ne veulent pas aller au paradis le ventre creux.

Plus tard, dans les années 80, la conjoncture nationale et internationale a été marquée par la dégradation des premiers acquis économiques et sociaux, tandis que s'alourdissaient les atteintes aux libertés et à la dignité des citoyens. Dans ces conditions nouvelles, l'habileté des courants extrémistes et hégémonistes de l'islamisme politique a été, dans, de repérer dans l'imaginaire religieux des croyants les interprétations les plus motivantes fondées sur des aspirations légitimes des différentes couches de la société, pour les mettre démagogiquement au service d'attaques frontales pour la conquête du pouvoir. A partir et à la faveur des clivages artificiels et de la bipolarisation engendrée par les escalades de la violence érigée en mode d'action privilégié, ces interprétations continuent à masquer les clivages sociaux et les enjeux d'intérêt réels par des rideaux de fumée idéologique. Le procédé symétrique est utilisé par leurs rivaux dans la compétition pour l'accaparement des rentes économique-financières et du pouvoir, lorsqu'ils se drapent des variantes idéologiques les plus conservatrices du nationalisme tout en multipliant les proclamations démocratiques démenties par les actes et visant seulement à leur rallier une partie des démocrates sincères.

Cela fonctionne et dure tant que l'expérience sociale douloureuse, relayée par une vision politique clarifiée, n'a pas fait progresser dans les plus larges milieux de la société et de l'Etat le projet d'une alternative plus conforme à l'intérêt général commun et à un certain nombre de valeurs et d'aspirations concrètes partagées.

Entre le résultat et le climat des élections législatives de Décembre 1991 et celui des présidentielles de novembre 1995, il y a eu l'expérience accumulée en quelques années tragiques

par la population. Les réactions et les réponses politiques des différentes couches de la société ont évolué, sous l'effet des interactions complexes mais denses entre leurs besoins objectifs, leurs problèmes temporels et les représentations spirituelles à travers lesquelles ils perçoivent ces besoins et ces problèmes. Les repères d'inspiration divine sont restés formellement les mêmes. Ce qui a évolué, c'est la perception du même message en fonction d'une appréciation concrète différente des conditions de leur existence en rapport avec l'évolution des rapports de force et des luttes de pouvoir.

On retrouve là le problème éternel et la préoccupation constante des humains qui, sous des apparences changeantes et des expressions multiples, ressort explicitement ou implicitement aussi bien des analyses inspirées du matérialisme historique que des textes sacrés des religions du Livre : "...qu'ils (les Qoraïchites") adorent le Seigneur de cette Demeure qui leur a procuré nourriture alors qu'ils avaient faim et qui les a rassurés alors qu'ils avaient peur" (Coran, 106, 4). La paix, la sécurité, le mieux-être, ce sont les aspirations qui transcendent l'histoire de l'Humanité et ses cheminements géopolitiques, entre enjeux de pouvoir et représentations sans cesse remises en question et remodelées par le mouvement objectif de sécularisation, même lorsque ces représentations successives se donnent les mêmes références sacrées. Reste pour les mouvements et les forces de progrès à démontrer aux croyants en cours de mutation citoyenne, que pour satisfaire et réaliser leurs légitimes et irrépressibles aspirations, les processus démocratiques et pacifiques constituent une voie fiable et moins coûteuse en désastres de toutes sortes. Ils se mobiliseront dans cette voie seulement quand ils seront convaincus qu'elle ne contredit pas leur foi intime et l'esprit des siècles fondateurs de l'islam dans leur contenu le plus sain et le plus ouvert sur le progrès et la tolérance. Alors pourront-ils devenir les acteurs d'un développement moderne et fécond, alors seulement assumeront-ils les ruptures (non dans leur foi mais dans les interprétations théologiques dogmatiques et obscurantistes) nécessitées par les conditions du monde contemporain..

Un examen attentif permettrait de constater que, dans les faits et sur la durée, de telles avancées ont été assumées « en douceur » par les croyants, dans maints domaines que de doctes fanatiques, soucieux de régner sur des chasses gardées usurpées, qualifiaient de. « bidâa » jusqu'à ce que leurs « fetwas » indûment prononcées soient régulièrement démenties et balayées par le bon sens et le pragmatisme des pratiques sociales. On pourrait même avancer que les poussées obscurantistes récurrentes sous le couvert d'un faux retour aux sources sont pour une part autant de réactions défensives contre les progrès en profondeur de la sécularisation objective.

C'est tout le sens à du travail convergent, à la fois de nos sociétés sur elles-mêmes et d'une intelligentsia aussi bien enracinée dans son terreau islamique qu'ouverte à tout ce qui n'est pas islamique. Ne parlent de façon timorée de alghzw ath-thaqafi que ceux qui ont peu confiance

dans leurs propres capacités, à l'inverse de l'esprit du Prophète qui recommandait d'aller chercher le savoir jusqu'en Chine.

Ce travail de la société sur elle-même ne demande pas seulement du temps (bien des faits confirment qu'à notre époque nous ne sommes pas condamnés à y passer des siècles comme ce fut le cas pour de nombreux peuples d'Europe, et que rien n'est fatal, ni le meilleur ni le pire). Ce travail rend souhaitable, de la part de ceux qui se prévalent de l'islam ou/et de la démocratie, de savoir saisir ce qu'il y a de commun, de complémentaire et de meilleur dans les valeurs de chacun d'eux. Ce qui veut dire: ne pas faire de la démocratie une religion et de la religion un simple guide de recettes politiques. L'une et l'autre ont dans la vie sociale des fonctions différentes. Rien de bon ne survient quand on pousse à les confondre ou à les faire s'exclure mutuellement. Il est par contre souhaitable, dans l'intérêt des peuples, de leur liberté, de leur sécurité et de leur dignité matérielle et morale, que leurs interactions soient bénéfiques et non mortelles, qu'elles tendent à valoriser et faire converger les motivations positives qu'elles inspirent.

Quel que soit le système religieux ou philosophique dont relèvent les valeurs respectables et dont se réclament les acteurs politiques, c'est dans la compétition pacifique et la pratique sociale et non en se déclarant la guerre qu'elles se voient tôt ou tard reconnaître sur la durée une « supériorité" morale, qui découlera de leur capacité à s'enrichir et s'élever mutuellement à travers la réalisation des besoins et des aspirations concrètes et légitimes des populations.